





Présentation du système national

sur enquêtes sur les accidents et incidents de mer

Préparé par:

- Mohamed Ali BEN SLIMA (DGMM)
- Lazhar SAIDI (OMMP)

Lisbonne, 18-19 | 02 | 2014

Présentation de secteur maritime en Tunisie



- ☐ La Tunisie dispose d'une façade maritime de 1300 Km de côtes .
- ☐ La flotte nationale Tunisienne comporte 10 navires de commerce effectuant des voyages internationaux (CTN, AMC, METALSHIP et GMT).
- ☐ Le pays dispose de 7 ports maritimes de commerce (Bizerte, La Goulette-Rades, Sousse, Sfax, Gabes, Skhira, Zarzis).
- ☐ La Tunisie a ratifié la majorité des Conventions internationales de l'OMI.

TUNISIA



OFFICE DE LA MARINE MARCHANDE ET DES PORTS



Etablissement public à caractère non administratif
placé sous la tutelle du ministère, chargé de :



- La mise en œuvre des instruments obligatoires dans le domaine sécurité, sûreté et prévention de la pollution dans le domaine public des ports maritimes de commerce et à bord des navires;
- La participation à la mise en œuvre des instruments obligatoires en matière de sécurité, sûreté et prévention de la pollution dans les eaux sous juridiction Tunisienne

LES SOURCES DE LA LÉGISLATION MARITIME NATIONAL

Codes

- **Commerce maritime** : Loi n° 62-13 du 24 avril 1962, portant promulgation du Code de Commerce Maritime.
- **Travail maritime 1967**: Loi n° 67-52 du 7 décembre 1967, portant promulgation du code du travail maritime
- **Police administrative de la Navigation maritime 1976**: Loi n° 59 du 15/06/1976, portant code de la police administrative de la navigation maritime.
- **Disciplinaire et pénal maritime-1977** : Loi n° 77-28 du 30 mars 1977 portant, promulgation du code disciplinaire et pénal maritime.
- **Ports maritimes 2009** : Loi n° 2009-48 du 08 juillet 2009, portant promulgation du Code de Ports maritimes

TUNISIA

TUNISIA

ARTICLE 24 DU CODE DISCIPLINAIRE ET PÉNAL MARITIME

TUNISIA

Après toute perte de navire, abordage, échouement et généralement après tout accident de mer, les capitaines sont tenus de déposer un **rapport** relatant toutes les circonstances de l'événement entre les mains du premier représentant local de l'**Autorité Maritime** avec lequel ils peuvent entrer en contact. Ce dernier saisit sans délai le représentant de l'**Autorité Maritime** à l'échelon régional intéressé qui procède à une **enquête** et saisit, s'il y a lieu, l'**Autorité Judiciaire** compétente.

Hors de Tunisie, l'autorité maritime transmet le dossier au ministre chargé de la marine marchande qui saisit l'autorité judiciaire compétente après complément d'enquête en cas de besoin.

STATISTIQUES SUR LES ACCIDENTS ET INCIDENTS

En 2012, nous avons enregistré **23** accidents, soit **1%** de moins que l'année 2011, dont **21 %** concernent les collision et **25%** des naufrages.

Le plus grand nombre d'accidents a été enregistré dans la région maritime de Tunis (**29%**).

TUNISIA



CONDUITE D'UNE ENQUÊTE DE SÉCURITÉ MARITIME



Il n'existait pas de structure permanente chargée des enquêtes au sens du code pour les enquêtes sur les accidents 2008 (MSC 255(84)).

Suite à un événement de mer, une commission ad-hoc était instituée, au cas par cas, soit pas décision du **Ministre du Transport**, soit pas décision du **Président Directeur Général de l'OMMP** et ce, selon la nature et la gravité de l'accident.



CONDUITE D'UNE ENQUÊTE DE SÉCURITÉ MARITIME



Pour répondre aux exigences de la MSC 255(84), le Ministère du Transport, dans sa nouvelle organisation, fixée par le décret 2014-410 du 16 janvier 2014 a prévu la création d'un bureau d'enquêtes rattaché au ministre.

La création de ce bureau permanent vise à atteindre les objectifs suivants:



- ✓ Améliorer la sécurité maritime et la prévention de la pollution par les navires, de réduire les risques d'accidents en mer .
- ✓ Faciliter l'organisation d'enquêtes de sécurité et analyser les accidents et les incidents en mer et ses causes;
- ✓ Veiller à ce qu'il soit rendu compte, de manière précise et en temps utile, les recommandations de sécurités qui résultent des enquêtes sur les accidents maritimes .

RAPPORT FINAL ET COMPTE RENDU DES DONNÉES D'ACCIDENT OU D'INCIDENT

- Les résultats de l'enquête de sécurité sont consignés dans un rapport écrit qui rappelle l'objectif de l'enquête et qui propose pour autant que possible des recommandations sur les mesures susceptibles de contribuer à éviter à l'avenir la reproduction d'un accident ou d'un incident grave similaire.
- Le rapport d'enquête de sécurité maritime contient un résumé décrivant les faits essentiels de l'accident ou incident de mer et indiquant s'il en est résulté des pertes en vies humaines, des blessures ou une pollution ;
- La commission diligentée à cet effet et envoie une copie du rapport d'enquête de sécurité maritime à la Direction Générale de la Marine Marchande (DGMM) pour formuler des observations s'il y'a lieu et décider de l'envoyer à l'OMI selon la pertinence des recommandations de sécurité et la gravité de l'accident.



MERCI

